

L'orientation professionnelle : y participer pour apprendre le métier qu'on aimerait faire ou apprendre à aimer le métier qu'elle propose.

(Mais dans les deux cas, savoir qu'il faudra peut-être un jour en changer)

La notion de métier pour la vie n'a plus guère de sens aujourd'hui. Pour s'adapter ou subsister, il faut continuer à se former, et de plus en plus souvent à un nouveau métier.

Changer de métier demande une plus grande ouverture d'esprit : accepter de changer ses habitudes, ses relations, son environnement, abandonner une partie de son expérience, pour repartir à zéro dans un autre domaine et s'y intéresser autant. C'est une nouvelle façon de vivre sa carrière et on devrait y préparer les esprits au cours de la scolarité. Cela devrait conduire à mieux connaître les aptitudes d'un élève et à chercher à les élargir.

Or, combien de jeunes éprouvent un sentiment d'échec face au « non choix » subi de leur métier ou de leur filière. Ils ont l'avenir devant eux mais se heurtent à des clichés dévalorisant la formation professionnelle ou au regard peu intéressé des responsables d'entreprises.

Les faiblesses du système d'orientation actuel

Orientation par le profil ou par les résultats scolaires? En théorie, le choix de l'orientation d'un individu doit reposer sur son profil (aptitudes, personnalité, acquis...). Mais l'orientation repose en réalité, essentiellement sur ses résultats scolaires. En effet, les élèves qui en ont besoin ne bénéficient pas tous des tests individuels, réalisés par les **Conseillers d'Orientation Psychologues** et qui nécessitent plusieurs heures de travail.

Le passage de la notation à l'évaluation scolaire, qui devait permettre de préciser points forts et points faibles et commencer à identifier les profils, a d'ailleurs échoué. Faute de communication et d'accompagnement sur la docimologie et le projet, beaucoup d'enseignants et de parents se sont opposés à « l'évaluation », l'assimilant à un catalogage de l'enfant. Les niveaux ont remplacé les notes, mais sans changer les états d'esprit. L'évaluation est restée notation sanction avec les conséquences lourdes que l'on connaît sur la scolarité et l'orientation (forts/faibles, sélection/exclusion, enseignement général/professionnel,...).

Une autre conséquence : le jeune n'est pas initié à l'évaluation de ses aptitudes professionnelles à partir de son travail (comportement et résultats dans son emploi), une pratique courante de la vie professionnelle.

Trop d'enseignants des collèges manquent d'objectivité sur les formations professionnelles. Est-ce par méconnaissance du monde économique, par peur de dévaloriser leur mission, qu'ils déconsidèrent cette voie et rechignent à préparer l'élève au monde du travail ?

Les conseillers des **Centres d'Information et d'Orientation** manquent d'informations sur le milieu économique. Sans organisation en réseau, ils ignorent souvent, par exemple, qu'une région voisine engage une formation professionnelle pour couvrir ses propres besoins et ne trouve pas suffisamment de candidats ! L'**ONISEP (Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions)** a conçu des outils (revues Internet, site « mon orientation en ligne »...) alimentés grâce aux liens avec des professionnels et offrant de précieux renseignements. Mais notre expérience montre que la plupart des intéressés (pôle emploi, Mission Locale, équipes pédagogiques, élèves et jeunes en recherche d'emploi ou de formation) ignorent l'existence même de ces outils.

L'orientation par défaut, en 3^{ème}, conduit ceux qui ont les plus faibles résultats scolaires vers les formations professionnelles, sans prise en compte de leur profil, et sans connaissances des métiers et du monde professionnel. Leurs aptitudes et leurs goûts méconnus, ils sont alors dirigés vers une école proche qui dispose de places, parfois dans des domaines qui ne recrutent pas ou plus. Ainsi, la majorité du public de la Mission Locale ne trouve pas de

débouchés dans le domaine correspondant à sa formation, ou ne veut pas y travailler. Du temps et de l'argent perdus pour tous...

Par ailleurs, ce procédé force une grande partie des formations professionnelles à s'accommoder d'un niveau trop faible des connaissances générales. Les entreprises deviennent donc de plus en plus réticentes à s'investir dans les stages, l'alternance et le recrutement, car les métiers techniques ou manuels nécessitent aussi la maîtrise de savoirs de base (comme le calcul, la lecture et l'expression écrite et orale).

Enfin, ce « non choix » lors de l'orientation ne peut que renforcer le handicap pour l'accès à l'emploi, de ceux qui vivent déjà dans un milieu socialement défavorisé.

D'autres pistes d'amélioration?

D'abord, les problèmes d'éducation scolaire ne sont fréquemment abordés que dans une logique de moyens. Or nous constatons souvent qu'il en existe, mais qu'en l'absence de remise à plat des fonctionnements, leur juxtaposition heurte la pertinence économique et la cohérence globale des solutions.

Les équipes pédagogiques ne savent pas ce que deviennent leurs anciens élèves et les difficultés qu'ils ont rencontrées. C'est un manque de traçabilité qui ne favorise ni leur regard critique, ni leur recherche d'adaptations afin de mieux coller aux réalités.

Qui décide de la nature des formations à réaliser et de leur contenu ?

Aux dires d'enseignants, les contenus prévus manquent souvent de réalisme, eu égard notamment au trop faible niveau des élèves à l'entrée. Une organisation devrait permettre de recueillir les besoins en matière de « profils attendus » par le monde professionnel, pour mieux gérer la nature, le contenu et les lieux des formations professionnelles et la mobilité nécessaire pour trouver ensuite un emploi. Or, l'Education nationale et les représentants de branches des entreprises n'échangent pas assez ou s'ils le font, c'est sans effet visible sur le terrain.

Plus généralement, une organisation devrait permettre de lister, en les qualifiant, les problèmes généraux de l'éducation scolaire, puis de les analyser et statuer sur leur résolution, et enfin de suivre et de communiquer sur la mise en place des améliorations et leurs conséquences.

Tous Parents ! Tous payeurs ! Tous citoyens ! Tous concernés !

L'Education nationale est un acteur essentiel pour formater la société de demain. Les enfants y puisent une grande partie des données indispensables pour devenir des citoyens adultes à part entière.

Le GR21 a déployé le concept de « pédago-citoyen » dans lequel chacun, quelle que soit sa situation, doit avoir le souci de transmettre et de favoriser l'éducation et l'apprentissage. Aujourd'hui, il fait évoluer ce concept pour rechercher aussi les retouches nécessaires à l'amélioration du système lui-même. Œuvrer pour qu'il soit performant pour beaucoup plus d'enfants et empêcher ainsi qu'il se détruise ou qu'on le détruise... Dans le contexte actuel, l'école publique est peut-être en danger.

Alors, en parler et s'indigner : oui ! Mais surtout réagir et agir dans le souci de l'intérêt général, en citoyen et contribuable, et en respect des devoirs et des droits.

Pourquoi ? Pour renvoyer l'ascenseur en aidant à notre tour la génération montante et pour que nos enfants ne nous reprochent pas un jour : « Eh ! Toi ! T'as fait quoi pour la société dans laquelle tes petits-enfants vivent ? »

N'hésitez pas à nous transmettre vos avis et réflexions. A l'avance merci et à bientôt.